

CHILI-QUEBEC INFORMATIONS



CAOQUETTE A RAISON: OUI, PIERRE NADEAU VIOLE LES RÈGLES DU JEU

Il y a ceux qui ont vu le *Format 60* sur "l'accueil" que le gouvernement canadien a fait aux exilés du Chili. Il y a ceux qui ne l'ont pas vu mais qui en ont entendu parler parce que durant une semaine l'évènement a fait couler beaucoup d'encre, a fait parler bien du monde sur bien des hot-lines.

Est-ce le sujet qui est si intéressant, est-ce Prud'homme, ou quoi?

Le sujet? Un sujet d'affaires publiques comme bien d'autres qu'on aborde dans ce type d'émission tous les mois. Prud'homme? M. Prudhomme est un (1) député, médiocre, à court d'arguments, démagogue comme ils le sont presque tous. Alors il reste Nadeau... C'est clair, c'est lui qui a tout foutu en l'air, qui a provoqué l'incident.

Parce que, voyez-vous, la job d'un interviewer c'est de ne pas exprimer ses opinions et surtout de ne pas se laisser aller à ses émotions. Que celui qui est interviewé soit furibond ou doucereux-menteux, lui, ça le laisse froid, il est l'objectivité même, un être neutre.

Alors, comme ça, c'est très bien: on doit laisser dire n'importe quelle bêtise, n'importe quelle insulte, surtout si le quiconque qui les dit est un gars du gouvernement, et le public jugera. Ce public qu'on abrutit et qu'on endoctrine systématiquement, à tel point qu'il s'insurge quand l'ordre sacro-saint des choses est dérangé. Quand sont violées les règles du jeu. C'est-à-dire quand un interviewer renseigné, compétent, se permet d'émettre des opinions et d'exiger des réponses à ses questions.

C'est vrai, Pierre Nadeau s'est montré irrité: il s'est senti insulté qu'on réponde si mal et si bêtement à de vraies questions, sur de vrais problèmes.

Son attitude en a déconcerté plusieurs, c'est dire ce que nous sommes habitués à tolérer.

DANS CE NUMÉRO:

La Résistance au Chili, six mois après le Coup.	p. 4
La Junte militaire: de plus en plus isolée.	p. 5
Déclarations officielles sur la formation d'un Front.	p. 6
Témoignage d'un médecin sur les tortures.	p. 8
Ce que pensent deux petits commerçants de la dictature militaire.	p. 8
Fonds de secours pour le Chili.	p. 9
Rencontres d'information-formation.	p. 10
La Junte par elle-même, ou: les Caves en uniforme.	p. 11
Revue de presse fasciste.	p. 12
Attention: les militaires s'inventent aussi de la résistance.	p. 14
La Junte et les travailleurs, ou: la participation psychologique.	p. 16
Des milliers de Chiliens veulent émigrer au Canada.	p. 18
Répression physique et économique.	p. 19
Dépêches de Prensa Latina.	p. 20
Le Canada est-il présent au Chili?	p. 21
Bulletins et livres reçus.	p. 22

Résister, pour les forces populaires chiliennes, cela veut dire lutter, par tous les moyens, contre la dictature militaire, pour en finir avec l'oppression sanguinaire qui est tombée sur le peuple chilien le 11 septembre, et pour ouvrir le chemin de la révolution socialiste. Tel est l'objectif.

Il n'y a plus de résistance?

Le jour du Coup d'Etat et les quelques jours qui ont suivi, nous avons pu entendre à la radio des nouvelles et des rumeurs laissant supposer qu'il y avait de la résistance armée. Effectivement des centaines d'ouvriers, de paysans et d'étudiants, héroïquement, ont essayé de résister de cette façon aux militaires. Salvador Allende a été de ceux-là, de même que de nombreux groupes retranchés en différents endroits, des francs-tireurs et des commandos-suicide.

Peu à peu ces activités de résistance ont cessé et les militaires ont claironné qu'ils contrôlaient la situation. Maintenant, il y a six (6) mois que l'Unité Populaire est tombée, et certains se demandent ce que peuvent donc bien faire les travailleurs chiliens par ailleurs si politisés. On ne voit plus rien ou si peu de spectaculaire dans les journaux, serait-ce donc qu'il n'y a plus de résistance, que "le Chili c'est fini"?...

Repli

Très tôt après le Coup d'Etat, malgré le manque de communications et la confusion qui régnait, les dirigeants et le peuple se sont rendu compte que la Résistance en quelque sorte spontanée du début coûtait beaucoup trop cher en terme de vies humaines et donnait des prétextes aux militaires pour faire des massacres épouvantables. Il fallait se replier et l'ordre de repli a été donné par les organisations politiques qui pouvaient encore fonctionner. Seuls quelques groupes plus ou moins anarchiques ont continué quelque temps dans la voie héroïco-romantique des actions terroristes isolées.

Le repli, en termes militaires n'est pas synonyme de défaite: ne pouvant porter des coups décisifs à l'ennemi dans une circonstance donnée, il vaut mieux, au lieu de se faire tailler en pièces, céder du champ, disparaître, se réorganiser, pour pouvoir reprendre l'initiative du combat sur un autre terrain. Telle est la phase de la Résistance où en sont les forces populaires chiliennes.

LA RÉSISTANCE, AU CHILI, SIX MOIS APRÈS LE COUP



Augusto Pinochet

La répression forge l'unité

Sont venus et continuent les massacres, les exécutions "sélectives", les tortures, les vexations de tout genre, le chômage massif: tant de sang versé, tant de souffrances endurées en commun, ne peuvent que forger, dans le feu de la plus justifiée des haines de classe, l'unité des ouvriers et des paysans, des pauvres de la campagne et de la ville, et raffermir leur décision de résister jusqu'à la victoire. Pour cela il faudra des armes, mais la Résistance n'est pas seulement affaire de fusils, surtout à cette étape-ci.

Organisation

La première vague de répression a été la plus terrible, car, mis à part certains secteurs, aucune organisation n'était très précisément

prête à fonctionner dans la clandestinité. Les principaux partis politiques des travailleurs (le Parti Communiste, le Parti Socialiste et le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire) ont été durement secoués, mais ils n'ont pas été détruits.

Maintenant, après six mois, même si la répression s'acharne de plus belle, non seulement ces organisations politiques des travailleurs existent encore, mais elles se réorganisent et apprennent progressivement à fonctionner dans la clandestinité. Ces partis, de par leur caractère organique, sont l'épine dorsale de la résistance, car il est clair que l'organisation est primordiale, en ce moment: seule une vision romantique des choses pourrait nous faire imaginer qu'un beau matin le peuple en armes va se lever comme un seul homme, en quelque sorte spontanément.

Tâches du moment

A ce moment-ci de la lutte, le peuple chilien, à travers ses organisations politiques, doit construire les bases matérielles d'un réseau sûr, stable, bien huilé, qui assure la sécurité des militants, leur survie matérielle, l'amplification du réseau, la transmission des directives et la diffusion de la propagande. Une fois cette première étape d'organisation assurée et solidifiée, il sera en quelque sorte "facile" de passer aux autres phases de la Résistance qui mèneront finalement à l'affrontement armé. Mais pour le moment il faut donner une forme organisée à ce qui, inorganisé, n'est que rage impuissante et pur sentiment d'opposition à la Junte militaire. Et cela dans chaque usine, école, université, entreprise, service public, en province, à la ville, dans les bidonvilles, dans les villages, à la campagne, au niveau des provinces, des régions, des quartiers, etc.

Notre solidarité active

Et c'est ici précisément que s'insère une des formes les plus importantes de la solidarité internationale: la nécessité de **recueillir de l'argent pour cette organisation de la résistance**, beaucoup d'argent. En fait, c'est probablement maintenant que les forces populaires chiliennes ont le plus besoin de notre secours financier, et non pas, comme un raisonnement à courte vue pourrait nous le faire croire, quand on en sera à la phase de la lutte armée au Chili.

LA JUNTE MILITAIRE: DE PLUS EN PLUS ISOLÉE

Les militaires, dès le lendemain du Coup d'Etat ont entrepris une campagne massive de propagande, dont le contenu principal était, rien de moins, qu'ils allaient tout arranger, qu'il n'y aurait plus de problèmes économiques, et qu'ils allaient nettoyer le Chili du "cancer révolutionnaire", etc.

La petite bourgeoisie chilienne: (commerçants, professionnels, petits entrepreneurs et industriels), farouchement opposée à l'Unité Populaire parce que l'Unité Populaire favorisait la classe ouvrière au détriment de leurs petits privilèges, a donc accueilli le Coup d'Etat avec enthousiasme et ne demandait pas mieux que de croire les militaires qui promettaient mer et monde.

Mais, à mesure que le temps passe, cette petite bourgeoisie se met à déchanter. Premièrement, tout le monde est témoin de la corruption des militaires. Deuxièmement, s'il est vrai que la répression frappe surtout les travailleurs, la terreur touche aussi la petite bourgeoisie: bientôt il n'y a plus une famille, tant d'ouvriers, de paysans que de professionnels, de commerçants, etc. qui n'ait un fils, un oncle, un frère ou un cousin mort, emprisonné, torturé ou "disparu". Troisièmement - et c'est le point capital - le développement même de la situation économique fait que toutes les solutions-miracles et ultra-efficaces de la Junte se révèlent forcément inefficaces; toutes ces illusions créées par les beaux discours de la Junte tombent brutalement; non seulement la position de la petite bourgeoisie ne s'améliore pas, elle empire, et à vue d'oeil.

Le capitalisme instauré par la Jun-
te au Chili est le capitalisme le plus
élémentaire, celui de la jungle de la
"libre concurrence" absolue, telle
qu'elle s'est pratiquée en Europe au
19^e siècle. Avant l'Unité Populaire
le Chili était quand même déjà beau-
coup plus avancé que cela, dans le
sens que sous le gouvernement dé-
mocrate-chrétien de Frei, par exem-
ple, la petite bourgeoisie pouvait
jouir d'un capitalisme "civilisé" qui
la favorisait passablement. Avec les
militaires et leur "libre concurrence"
ce sont forcément les plus gros ca-
pitalistes qui sont favorisés, au dé-
triment des petits et des moyens. On

s'imaginent bien qu'avec les prix qui montent de 1000% alors que les salaires montent de 500%, même les "gens à l'aise" commencent à ne plus être à l'aise du tout!

La petite bourgeoisie, donc, qui dans un premier temps a pu constituer une certaine base d'appui à la Junte est progressivement touchée et par la répression physique et par la politique économique des militaires. Ce qui fait qu'elle s'éloigne rapidement et massivement de la dictature fasciste et qu'elle développe même maintenant un sentiment d'opposition de plus en plus agressif contre le nouveau gouvernement.

La Démocratie Chrétienne, pour une bonne part l'expression politique de la petite bourgeoisie, ne peut plus applaudir les militaires comme elle l'a fait au lendemain du Coup d'Etat. (Et, parti électoraliste, elle peut encore moins applaudir maintenant, surtout depuis que Pinochet a déclaré qu'il n'y aurait pas d'élections avant au moins cinq ans).

Six mois après le Coup d'Etat la situation n'est donc plus la même qu'au début: il est maintenant clair qu'au plus 20 ou 25% de la population du Chili favorise la Junte militaire. La répression, sous son aspect économique, s'abat sur toute la classe ouvrière: socialistes, communistes aussi bien que démocrates chrétiens. Et il est clair dorénavant que la clientèle petite-bourgeoise de la Démocratie Chrétienne et même du Parti National est déjà très mécontente de la Junte et va s'y opposer de plus en plus avec le temps et dans la mesure où est atteint l'endroit que la petite-bourgeoisie a de plus sensible: le portefeuille.

C'est la Junte militaire elle-même, par sa propre bêtise en matière de politiques économiques, aveuglée par son idéologie capitaliste primaire, qui a dilapidé très rapidement l'appui actif qu'elle a d'abord eu de la part de larges secteurs de la petite bourgeoisie.

Tout cela ne transforme pas ces petits-bourgeois réactionnaires en socialistes, loin de là, mais cela les neutralise en quelque sorte, et la Junta se trouve et se trouvera de plus en plus isolée.



DÉCLARATIONS OFFICIELLES SUR LA FORMATION D'UN FRONT UNIQUE DE RÉSISTANCE

"Le peuple chilien reforme ses rangs. Il se regroupe pour lutter dans un climat de dure clandestinité. Il est en train de construire le plus vaste mouvement unitaire, destiné à mobiliser la grande majorité de nos compatriotes.

C'est le peuple chilien, depuis l'intérieur de ses frontières, qui mène et définit la résistance antifasciste. C'est à lui qu'il incombe de déterminer le caractère de cette résistance, sa forme, sa portée et ses facteurs constitutifs. (...)

Nous qui sommes momentanément en dehors du pays, nous consacrons toutes nos énergies à contribuer à la lutte commune dirigée depuis l'intérieur par ses organismes responsables."

(Déclaration signée par des représentants de tous les partis de l'Unité Populaire et du MIR, Rome, 16 décembre 1973)

"C'est pourquoi la grande tâche de notre parti et des partis qui constituent l'Unité Populaire est de se fondre dans la lutte de tout le peuple chilien, de tous les vrais patriotes, de tous les authentiques démocrates, contre la dictature fasciste.

L'unité indissoluble des partis d'avant-garde de la classe ouvrière, le Parti Socialiste et le Parti Communiste, constitue une pièce maîtresse de la lutte antifasciste. La classe ouvrière et les paysans seront le noyau central et les protagonistes de cette lutte historique.

De même il est indispensable de raffermir l'unité des partis Communiste et Socialiste avec les autres partis et mouvements de l'Unité Populaire, et même de forces politiques qui sont en dehors de l'U.P. mais qui sont conséquentes avec leurs convictions démocratiques et libertaires. L'unité et l'ampleur de ce Front ont surgi spontanément et naturellement, comme une nécessité impérieuse pour affronter et mettre en déroute la barbarie fasciste."

(Carlos Altamirano, Secrétaire Général du PS; discours prononcé dans la clandestinité et diffusé à l'extérieur le 17 décembre 1973)

"La situation, sur le plan politique, réaffirme la valeur de l'U.P. comme expression unitaire du peuple, mais, en même temps, elle impose l'obligation d'aller plus loin, d'aller à l'action commune et à l'unité avec des secteurs du peuple qui n'étaient pas avec le Gouvernement Populaire. La ligne de division entre le peuple et ses ennemis n'est pas celle qui divisait Gouvernement et Opposition avant le Coup d'Etat, mais celle qui divise les fascistes de ceux qui souffrent les conséquences de leur politique réactionnaire.

Cette unité inclut le travail, par exemple, avec de larges secteurs démocrates-chrétiens qui se sont prononcés contre le Coup d'Etat, avec des secteurs indépendants qui ont constaté avec horreur ce qu'est le fascisme.

L'unité se construit essentiellement à la base, autour des problèmes concrets qui affligent les masses, et aussi dans le dialogue avec les dirigeants qui y sont disposés."

(Déclaration du Parti Communiste du Chili, 31, décembre 1973)

"Que cela s'appelle Front National, Front Unique ou Résistance, il n'a pas été question d'appellation. La perspective est d'élargir les forces qui constituèrent le parti fédéré de l'Unité Populaire à toutes les forces patriotiques qui voudront lutter avec les partis et mouvements membres de l'U.P. Logiquement ce Front - nous l'appellerons ainsi pour le moment - doit avoir une direction unique pour éviter des actions unilatérales qui pourraient amener des frictions stériles au sein des partis de l'U.P. C'est pour cela que notre objectif est une direction unique d'un Front le plus large possible répondant à une définition idéologique et politique et aux grandes lignes que nous avons signalées dans la perspective de persévérer dans les changements révolutionnaires, de créer de nouvelles institutions, différentes de celles qui ont été démolies par la bourgeoisie elle-même."

(Déclaration de Carlos Altamirano, La Havane, 3 janvier 1974)

"Les tâches prioritaires au Chili sont la formation d'un front politique de la résistance

avec toutes les forces politiques disposées à combattre la dictature "gorille": l'Unité Populaire, le secteur progressiste de la Démocratie Chrétienne et le MIR; des progrès ont déjà été faits en ce sens.

Ce mouvement de résistance populaire, avec un programme de luttes pour la restauration des libertés démocratiques et pour la défense du niveau de vie des masses regroupera tous ceux qui sont disposés à lutter contre la dictature, militants d'un parti politique ou non.

A partir de ce mouvement de résistance populaire et des détachements armés avec des partis, dont les actions seront orientées vers la défense des intérêts directs des masses, assumant des actions tactiques de propagande armée dans les campagnes et les villes, il sera possible de construire l'armée révolutionnaire du peuple, seule capable d'affronter le corps d'officiers et l'armée réactionnaire, de détruire la dictature et d'ouvrir le chemin à la révolution prolétarienne."

(Déclaration de Miguel Enríquez, Secrétaire Général du MIR, Santiago, 20 janvier 1974)

"En ce qui concerne la possibilité de réaliser des actions de tout genre contre la Junte, il convient de savoir qu'à notre avis, il n'est pas convenable d'entreprendre des actions qui pourraient perturber ou gêner la constitution d'un Front unique. Toute action doit être liée, transitoirement, à un accord préalable dans le cadre d'un Front élargi, unique. Encore une fois: des actions unilatérales porteraient préjudice ou perturberaient la constitution et cette unité. (...)

Tous ces problèmes de l'unité, du Front élargi, de la possibilité de constituer une alliance avec des forces politiques qui ne soient pas de l'U.P. et du MIR feront l'objet d'une discussion qui aura lieu en février prochain, quelque part dans le monde."

(Déclaration de Carlos Altamirano, La Havane, 24 janvier 1974)

"Ce large front antifasciste est rendu possible par l'alliance du prolétariat et d'autres

secteurs du peuple. S'y incorporent et continueront à s'y incorporer les hommes et les secteurs dont la conscience démocratique et humaniste les conduit à la lutte contre la dictature. Ce Front croîtra jusqu'à devenir le plus ample mouvement social qu'ait connu l'histoire des luttes sociales chiliennes.

L'affrontement idéologique avec le fascisme, les revendications massives pour éviter les effets dramatiques de la surexploitation, la récupération croissante des conquêtes sociales et politiques, voilà des chapitres des luttes présentes qui préparent des étapes plus décisives du combat.

Le choix de chaque méthode de lutte et le déclenchement de chaque phase du combat seront le produit de la corrélation de forces et de l'organisation que le peuple et les révolutionnaires réussiront à atteindre à chaque moment."

(Déclaration signée par des représentants de tous les partis de l'Unité Populaire et du MIR, Paris, 12 février 1974)

Les objectifs immédiats de la résistance populaire contre la dictature sont: "mener la lutte au nom d'un programme minimum, exigeant le rétablissement des libertés démocratiques et défendant le niveau de vie des masses; mener la lutte pour l'indexation des salaires à 100% de la hausse du coût de la vie; constituer le Front politique de la résistance "anti-gorille" en y incorporant toutes les forces de la gauche et un secteur de la Démocratie Chrétienne (la petite-bourgeoisie démocratique); canaliser les larges secteurs du peuple sans affiliation politique, le mouvement de masses dans son ensemble, et comme telle, la lutte contre la dictature, en construisant le mouvement de résistance populaire à la base, dans chaque usine, entreprise agricole, village, école, université ou caserne. A partir de ces conditions il sera possible de commencer la construction de l'armée du peuple et d'incorporer les masses, de façon effective, à la lutte et à la résistance armée."

(Déclaration du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR), Chili, 15 février 1974)

TÉMOIGNAGE D'UN MÉDECIN SUR LES TORTURES

Santiago du Chili, 23 janvier 1974

Aujourd'hui, j'ai examiné deux jeunes Chiliens souffrant des suites des tortures qui leur furent infligées. Le premier, un jeune homme âgé de 20 ans, souffre depuis plus de deux mois de forts maux de coeur et aux poumons. Il respire difficilement et il sent une pesanteur presque insupportable au coeur. Il ne peut dormir que deux heures par jour, l'après-midi. Ces troubles durent depuis sa sortie de prison il y a trois mois et ont persisté depuis lors. Depuis sa sortie de prison, il vit caché et il cherche à quitter le Chili.

La seconde personne que j'ai examinée est une jeune femme mapuche qui fut torturée il y a 13 jours dans une prison près de Temuco. Tout au cours des tortures, ses yeux demeurèrent bandés et tout ce qu'elle a pu noter est que ceux qui la tourmentaient avaient des voix d'hommes. Elle a été frappée avec des objets très durs sur le dos et l'abdomen. Des douleurs dans les muscles persistent encore ainsi que certaines difficultés de remuer les bras et le corps. On lui a appliqué la "picana" électrique sur différentes parties du corps, y compris les seins et le vagin. Les muscles de ses bras et de son corps gardent encore les traces de ces tortures ainsi que ses seins. Ses mots pour décrire les hommes qui l'ont torturée sont: "sauvages et barbares". Aucune accusation formelle ne lui a jamais été faite et en aucun moment elle n'a eu d'assistance légale de quelque sorte que ce soit. Jamais auparavant elle n'avait pensé quitter son pays, maintenant elle pense qu'elle devrait le faire.

CE QUE PENSENT DEUX PETITS COMMERCANTS DE LA DICTATURE MILITAIRE

Santiago du Chili, 19 janvier 1974

Une des "grandes" mesures prises par la dictature militaire à la suite du Coup d'Etat du 11 septembre fut de nettoyer la ville de Santiago des postes de vente dans les rues. C'est ce qu'on a appelé l'"opération grand ménage". Ainsi, on a forcé des centaines de petits commerçants qui avaient leurs kiosques le long de la rivière Mapocho et sur les ponts qui la traversent soit à s'installer en d'autres endroits beaucoup moins

favorables, soit à fermer boutique carrément. Cette mesure, on le devine, n'a pas plu à plusieurs d'entre eux et dernièrement, au cours d'une conversation avec deux de ces petits commerçants, ceux-ci ne m'ont pas caché leur mécontentement et même leur colère contre la Junte militaire.

Mari et femme, ils avaient depuis plus de 15 ans un kiosque sur un des ponts pour piétons du Mapocho. Après le Coup d'Etat, on les a obligés à se déplacer dans un coin reculé du marché central de Santiago, La Vega. Et cela, selon leurs dires, seulement pour deux mois après quoi ils devront quitter les lieux. Leur plus grand reproche face à la Junte militaire est que celle-ci soit contre les petits commerçants. Ils ajoutent de plus que comme tout le monde, ils sont contre la hausse des prix et le fait que depuis le 11 septembre il est pratiquement impossible de trouver du travail. Ils se plaignent également des projets (selon eux) de la Junte de forcer tous les petits commerçants à déménager leurs postes de vente dans les "poblaciones". Comme il est défendu de transporter par autobus la marchandise, ils ne voient pas trop bien comment ceci peut se faire... (Les commerçants installés le long du Mapocho peuvent s'approvisionner facilement au marché central situé tout près.)

Au cours de la conversation, ils relatèrent quelques-unes des histoires et des faits rapportés par leurs clients les plus fidèles. A force d'écouter des centaines de fois la même histoire, souligne la femme, vous finissez par y croire. Une de ces "histoires" concerne les cadavres jetés dans le Mapocho dans les jours et les mois qui suivirent le coup d'état. Cette même semaine (janvier 1974), selon ce qu'ils racontent, une personne aurait vu un camion chargé de cadavres près de la rivière. S'é-



LE GOUVERNEMENT ITALIEN CONDAMNE OFFICIELLEMENT LA JUNTE MILITAIRE CHILIENNE

ROME, 14 février (PL) — "Notre désaccord au sujet des événements tragiques du 11 septembre 1973 a été clairement exprimé par le gouvernement italien à travers les tout premiers communiqués au sujet de ces événements, et par la suite, par le Ministre Moro devant la Chambre. Ce désaccord est aujourd'hui confirmé au nom du gouvernement."

(Granma, 15 février 1974)

tant rendu compte de sa présence, on l'aurait averti de s'en aller au plus vite sinon elle irait rejoindre les autres dans le camion.

La conversation s'est terminée par une comparaison entre le général Pinochet, président de la Junte militaire, et le président Allende.

Ils avaient vu Pinochet à la télévision au cours de la semaine et, comme ils l'exprimèrent, ils semblaient persuadés que les gens d'humble condition ne pouvaient pas penser qu'il était "bon", ceci contrairement à Allende qui au cours de ses trois années de gouvernement, faisait des discours qui étaient "beaux".

FONDS DE SECOURS POUR LE CHILI

De l'argent, encore de l'argent!

Après 5 mois de mobilisation pour soutenir le peuple chilien dans sa lutte de libération, on se retrouve avec un \$15,000 à remettre aux forces populaires chiliennes qui s'organisent pour survivre et pour lutter contre la Junte militaire fasciste.

C'EST BIEN PEU. C'est même un peu honteux.

Sans être bourrés d'argent, les militants québécois, les organisations populaires ou syndicales ne crévent pas de faim, loin de là. Alors on pourrait peut-être, même si ce n'est pas la première fois, sortir un \$5, un \$10, un \$20.

Notre objectif pour cette campagne qui a déjà un mois, c'est de ramasser \$50,000.00, et cela pour la fin mars.

Nom:

Adresse:

Tél.:

nom de votre banque ou caisse populaire

Date _____

adresse de la succursale

NO DE
COMPTE _____

COMITE DE SOLIDARITE QUEBEC-CHILI FONDS DE SECOURS

C.P. 672, Outremont, H2V 4N6

\$

00 DOLLARS

signature

COMMENT ON VA RAMASSER \$50,000.00

1

D'abord, il devrait y avoir des réponses aux 180,000 lettres de souscription qui doivent être diffusées par le biais de journaux syndicaux, d'ici la fin de mars. Puis, 14,000 lettres ont déjà été distribuées, surtout à des travailleurs syndiqués. On est loin de l'objectif projeté des 100,000 lettres personnelles mises à la poste... à chacun de faire sa part.

2

Il y a aussi l'"**OPERATION 19 MARS**" (sixième mois du Comité): vente de 25,000 boutons pour la résistance, 6 mois après le Coup d'Etat des gorilles. Ça, ce n'est pas compliqué, ça demande juste qu'on s'y mette, dans son milieu de travail, avec ses amis, dans les magasins où on va, enfin partout où on sera le 19 mars (ou avant ou après,



l'important c'est de vendre nos 25,000 macarons à \$0.50).

3

Et puis le 6 avril, après avoir bien travaillé, on va fêter une autre victoire de la solidarité (ça va montrer que l'internationalisme prolétarien ça peut exister au Québec). Mais pour le show du Centre Sportif de l'Université de Montréal, il faut vendre des billets, 50,000 billets, et ça aussi ça demande du travail.

De soutenir la résistance, financièrement, on en a parlé souvent, maintenant il s'agit de le faire. Quant à savoir où, quand, comment les sous vont partir, le Comité de coordination du Comité de Solidarité Québec-Chili est conscient de ses devoirs et responsabilités devant tous ceux qui ont participé à cette campagne.

Alors, organisez-vous, contactez-nous le plus vite possible si ce n'est pas encore fait, le temps presse, l'été tire à sa fin au Chili.

RENCONTRES D'INFORMATION- FORMATION

De plus en plus, les travailleurs québécois comprennent toute la portée de ce qui est arrivé aux travailleurs chiliens avec le Coup d'état du 11 septembre. Plusieurs ressentent l'écrasement des travailleurs chiliens comme la souffrance d'un frère. Ils découvrent aussi comment les informations qui leur arrivent ne les renseignent pas suffisamment sur ce qui s'est passé et sur ce qui se passe actuellement au Chili.

C'est ainsi que le Comité de Soli-

darité Québec-Chili s'est vu inviter à participer à des rencontres d'information en milieu ouvrier. De fait, du 15 janvier au 15 mars il y a eu plus de 40 rencontres avec des groupes de syndiqués et des groupes populaires (sans compter ce qui s'est fait en milieu étudiant).

Nous avons remarqué l'importance capitale du militant qui provoque la rencontre avec son groupe. Quand il s'agit de groupes plus structurés, il est presque indispensable qu'un membre de l'exécutif soit gagné à la cause des travailleurs chiliens pour sensibiliser son groupe et permettre un minimum de temps au dialogue.

Jusqu'à maintenant aucun groupe n'est demeuré insensible au drame chilien. Même les individus qui au début voient cela comme un problème tout à fait lointain, se laissent vite enthousiasmer par la cause des travailleurs qui étaient à construire un nouveau type de société: ce fut la réaction des syndiqués de la Fédération Nationale des Communications, des Conseils Centraux et du Local 298.

C'est sans doute parce que le peuple chilien était à bâtir un monde où le travailleur allait conquérir de plus en plus sa liberté, que le travailleur québécois se sent interprété et enthousiasmé. C'est comme voir l'ébauche d'un rêve qui devient réalité,

comme en témoigne la réaction des Employés de l'Hôpital du Sacré-Coeur, de l'Hôpital Notre-Dame, du SFPQ, du CTM.

Mais il est évident que ce n'est pas en une demi-heure de dialogue à l'intérieur d'une assemblée ordinaire que les travailleurs peuvent comprendre le sens du mouvement ouvrier chilien et en tirer des leçons pour leur action. Dans la mesure du possible il est plus profitable d'insérer le dialogue sur le Chili dans un cadre plus propice, comme à l'intérieur d'une journée d'étude ou d'une soirée d'information, comme l'ont fait les syndiqués de SERMI et des ACEF.

Après une première information il est profitable de susciter des rencontres sur un thème précis comme l'ont fait les Comptoirs alimentaires et les Femmes.

Pour une première rencontre nous suggérons d'utiliser le Diaporama de 20 minutes, qui fait bien le parallèle entre le Chili et le Québec.

Il y a aussi deux Vidéo disponibles: **A la mierda los patrones et Au Chili ou ailleurs** (productions de Alain Ambrosi et autres).

Si votre groupe désire plus d'information sur le Chili, vous pouvez vous adresser, au Comité (842-8456), à Yves Laneuville.

UNIS NOUS VAINCRONS

AUX SYNDICATS, GROUPES POPULAIRES, ETC.: ADHÉREZ AU COMITÉ DE SOLIDARITÉ QUÉBEC-CHILI!

(votre adhésion-cotisation signifie que le Comité va pouvoir continuer à fonctionner; votre non-adhésion...)

Etant d'accord sur la nature et les buts poursuivis par le Comité de Solidarité Québec-Chili, nous sollicitons notre adhésion au dit Comité et nous versons à cet effet, la cotisation correspondante.

COTISATION:

\$100.00 - Regroupement de syndicats (centrales, fédérations, conseils centraux, etc.)

\$ 50.00 - Syndicat local

\$ 25.00 - Groupe populaire et comité de solidarité (local ou régional).

NOM DU GROUPE.....

ADRESSE POSTALE.....

TELEPHONE.....

NOM DU DELEGUE.....

ADRESSE POSTALE.....

TELEPHONE.....

DATE DE VERSEMENT DE LA COTISATION.....

N.B. Faites votre chèque à l'ordre du **Comité de Solidarité Québec-Chili, 356 rue Ontario est, Montréal, et inscrivez, à l'endos du chèque: "Cotisation"**

LA JUNTE PAR ELLE-MÊME OU LES CAVES EN UNIFORME

Excelsior (Mexique), 21 février 1974, d'après AP, AFP, LATIN.

"Il y en a qui me qualifient d'assassin, de fasciste et de délinquant, a dit le général Pinochet, mais nous ne changerons pas notre orientation", a-t-il précisé.

Pinochet s'est aussi montré "préoccupé" par l'existence de Chiliens qui "croient encore en la politique".

Il a ensuite promis que "dans cinq ans et plus" il y aura de nouvelles élections, dans un système politique qui sera une "démocratie nouvelle basée sur des principes d'autorité".

(PL) — Le ministre chilien des affaires étrangères, le vice-amiral Ismael Huerta, a déclaré à Mexico, devant des journalistes stupéfaits: "Si le qualificatif de fasciste nous est appliqué parce que nous sommes un gouvernement fort, alors oui, nous sommes fascistes."

Washington, 14 janvier, AFP. — Le nouvel ambas-

sadeur du Chili à Washington, le général Walter Heltmann a déclaré, le 14 janvier, qu'il "n'existe pas de censure de presse" au Chili, où les journaux "peuvent imprimer ce qu'ils veulent". Cependant, a-t-il ajouté, un décret de la Junte interdit les articles jugés "anti-gouvernementaux".

(PL). — Le général Augusto Pinochet a déclaré, le 20 février, que "le Parti Communiste et le MIR sont intacts; ils n'ont pas été touchés". Il a signalé de plus que "les organisations de gauche sont actives dans le pays. Je sais, dit-il, que les gens versent des cotisations pour les partis marxistes et qu'il y a des congrès clandestins."

Excelsior, 21 février 1974, d'après AP, AFP, LATIN.

Le général Augusto Pinochet a affirmé hier que la Junte militaire "perdra la guerre" si, au cours de cette année, elle ne réussit pas à améliorer la situation économique du Chili.

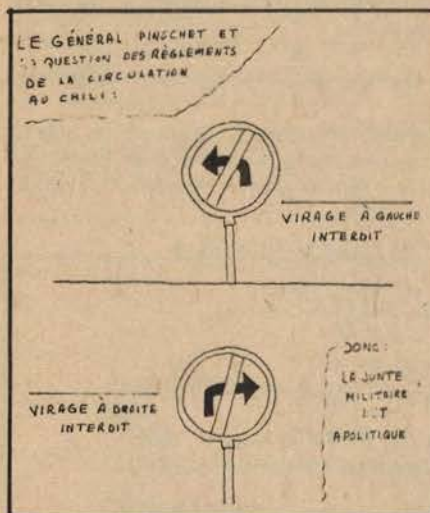


REVUE DE PRESSE FASCISTE:

"ERCILLA", "EL MERCURIO" ET "QUE PASA?",

JANVIER-FÉVRIER 74

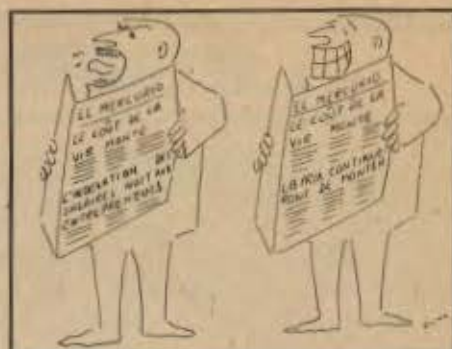
La campagne orchestrée par la Junte militaire afin de rassurer l'opinion nationale et internationale sur la légitimité du gouvernement chilien actuel et sur la présumée mission qui lui est dévolue par la grande majorité du peuple chilien se fonde principalement sur les arguments suivants dont la presse dite "libre" se fait docilement le porte-parole:



"Plusieurs Chiliens ont été ou sont privés de leur travail, retardés dans leur carrière, détenus, molestés, menacés ou soumis à des pressions diverses, sans qu'on ait contre eux quelque charge concrète que ce soit, sauf les idées ou opinions qu'ils ont ou qu'on leur suppose."
(Lettre de la Démocratie Chrétienne au général Pinochet, le 18 janvier 1974)

1. Le gouvernement de l'Unité Populaire a plongé le pays dans la catastrophe économique et sociale par le relâchement de la discipline ouvrière et par la partisanerie. L'intervention des forces armées aura permis l'instauration d'un régime considéré comme "apolitique" dans l'intérêt de "l'immense majorité des Chiliens qui chérissent la liberté". Il se défend par conséquent de favoriser la droite au détriment de la gauche, et cite comme exemple de son impartialité la politique de "main ferme" qu'elle entend adopter à l'endroit des spéculateurs qui contribuent directement à la raréfaction des biens de consommation et à la hausse des prix. Les spéculateurs, identifiés à une juste cause sous le régime de l'UP, parce que l'Etat s'était substitué à la libre entreprise, ne doivent plus à présent se prévaloir des services rendus à la droite et considérer qu'ils sont détenteurs de privilèges acquis.
2. Les atteintes répétées à l'ordre public (mouvements de grève sauvage, incendies criminels, attaques à main armée, découverte d'arsenaux, collecte de fonds à l'étranger destinés à la résistance) sont violemment dénoncées par Pinochet, à Antofagasta, qui attribue ces faits au "marxisme-léninisme considéré dans sa globalité". Le chef de la junte fait cependant preuve de compréhension et d'ouverture d'esprit en s'engageant à ne pas "persécuter les idées mais seulement ceux qui prétendent imposer la violence, dé même que les traîtres". Dans le même ordre d'esprit, il lance un appel à la concorde à tous les rebelles invités à "se joindre à la majorité des travailleurs pour reconstruire la grandeur de l'Etat".
3. Se fondant sur les résultats de l'autogestion principalement dans le secteur névralgique des textiles, sur le

"manque de responsabilité et de conscience de nombreux travailleurs" laissés à eux-mêmes, le nouveau gouvernement entend prendre des mesures pour corriger cette situation et empêcher d'autre part des abus de la part des propriétaires à qui leurs usines ont été restituées. Les rapports patron-ouvrier seraient régis à l'intérieur d'un "statut social de l'entreprise" à l'élaboration de laquelle sont appelées "toutes les forces vives de la nation" sous la surveillance de la Junte.



4. La "moralité publique" elle-même ayant eu beaucoup à souffrir sous le précédent gouvernement - la pornographie est citée - la Junte entend tolérer la liberté de presse dans la mesure où celle-ci se fait l'instrument et le promoteur de l'effort de reconstruction. Pinochet déclare qu'aucun citoyen honnête ne pourra oublier la lutte héroïque de la presse libre et démocratique contre la "tyrannie marxiste" se défendant ainsi contre les accusations de la presse étrangère.

La presse dans son ensemble s'efforce à démontrer la faillite des institutions mises en place par le gouvernement de l'Unité populaire et par le Président Allende en se basant principalement sur la débâcle financière. Elle conclut à l'existence d'une crise grave qui ne pourra être surmontée en 1974, "année du sacrifice". La reconstruction tant clamée est retardée à l'année 1975, et devra s'échelonner sur un plan quinquennal correspondant au mandat du gouvernement.



La junte entreprend une campagne de charme à travers le pays - discours du président de la Cour suprême à Talcahuano, du chef d'Etat à Antofagasta - ; elle permettra à la Junte de forger son idéologie en contrepoids de l'idéologie marxiste, basée sur les notions de patriotisme, de liberté, de décentralisation, de participation, de mobilisation sociale, de nouvel ordre juridique, d'impartialité, et de renaissance nationale. Sous le couvert de ces leitmotiv la junte entreprend une opération de restructuration en profondeur des institutions afin de se donner un contrôle absolu sur la nation. Les mesures annoncées sont, par exemple, la création d'une Commission d'études sur le travail, chargée de donner "un modèle national aux activités syndicales" et de restructurer l'activité syndicale (depuis la dissolution de la CUT) "de façon à ce qu'elle puisse s'incorporer à la réalité nationale, dans une conception nouvelle opposée à la lutte des classes". Sur le plan de la sécurité intérieure, l'intégration du corps des Carabiniers aux forces armées est annoncée afin, il ne fait aucun doute, de faire échec aux "rebelles". L'image que donne la Junte oscille donc entre la fermeté et la compréhension, l'objectif étant de rassurer le peuple chilien de même que le créancier, à la veille de la conférence de Paris, sur sa dette extérieure évaluée à 3.7 milliards de dollars. Enfin, toutes les occasions sont bonnes pour "démystifier" les réalisations de l'Unité populaire et discréditer son président. La presse couvre ces notes discordantes par des réclames comme celle de l'agence Itamar qui propose à ses clients "un voyage idéal... dans des paquebots merveilleux!"

LES MILITAIRES S'INVENTENT

Le 23 décembre 1973, les média d'information diffusaient la nouvelle d'un affrontement entre la troupe et un groupe de terroristes, au nombre de neuf, qui se préparaient à faire sauter des pylônes. Bien sûr, au cours de l'affrontement, cinq des hommes, armés de fusils soviétiques, ont été tués par les soldats... Selon les journaux, ces individus réalisaient un plan nommé LEOPARDO, dont **chacun possédait sur lui la description détaillée!** Comme pièce à conviction, les militaires ont fourni aux journalistes des photocopies de ce plan que les "sinistres individus" s'apprétaient à exécuter.

A pleines pages, **La Tercera de la Hora** du 23 décembre rapportait l'événement:



Communiqué officiel

Le service de relations publiques du quartier-général de l'Armée a émis hier matin le communiqué de presse no 113, qui donne la version officielle de l'événement. A été diffusée en même temps une photocopie du sinistre plan terroriste.



UNA TORRE como esta es la que intentaron volar los extremistas armados en la noche del viernes en la población Violeta Parra, intento que se frustró debido a la acción de las patrullas que los enfrentaron en un tiroteo que se prolongó hasta que cinco de los delincuentes cayeron abatidos a tiros. Se informó que dos miembros de las FF.AA. resultaron heridos de mediana gravedad. Los marxistas utilizaron diversas armas en el enfrentamiento, inclusive metralletas de fabricación rusa.



"Dire la vérité aide les peuples à trouver leur propre chemin".

COMUNICADO OFICIAL

El Departamento de RR. PP. de la Comandancia en Jefe del Ejército entregó en la mañana de ayer el boletín de prensa N° 113, en que se da la versión oficial del hecho. También se entregó una fotocopia del sinistro plan terrorista.

C'est une tour comme celle-ci que les extrémistes armés ont essayé de faire sauter vendredi, durant la nuit, dans la "poblacion" Violeta Parra, tentative qui a échoué grâce à l'action des patrouilles qui les ont affrontés avec une fusillade qui s'est prolongée jusqu'à ce que cinq des délinquants tombent sous les balles. On informe que deux membres des Forces armées ont été blessés (gravité moyenne). Les marxistes ont utilisé diverses sortes d'armes dans cet affrontement, dont des mitraillettes de fabrication russe.

AUSSI DE LA RESISTANCE

*Tratado de la "Resistencia Violenta"
Parral - "Resistencia Violenta"*

*Comando compuesto de 9 personas, divi-
siones en dos grupos, uno de 5 y otro
de 4.*

*El primero se denominará "Grupo 2"
tendrá la misión de colocar las cargas y
de hacer la explosión y el segundo se denominará
"Grupo 1" tendrá la misión de
hacer reconocer el terreno del terreno
cerca de la zona de operaciones.*

y portar a cargo y defensa.

*Se continúa con el comando, 1 Fiat
600 y un coche de 1 Fiat 125 a un lado.
En el primero se nombrará el Grupo 1 y el
segundo el Grupo 2.*

*Grupo 1: serán los compañeros, que
se identifique con el nombre de
Operador 1 al 4. Cada uno llevará una
mitrailleta.*

*Grupo 2: serán los compañeros, que
se identifique con el nombre de
Operador 5 al 9. Cada uno llevará una
mitrailleta.*

*ESTA ES UNA DE LAS PAGINAS DEL TENEROSO
plan "Leopardo" que portaba uno de los extremistas que
trataron de atacar contra torres de alta tensión en la
población Violenta Parral. El documento contiene detalladas
instrucciones para el atentado.*

Commando composé de 9 personnes, divi-
sées de deux groupes: l'un de 5 et l'autre de
4.

Le premier s'appellera le "Groupe 2" et
il aura pour mission de poser les charges
explosives et de faire sauter les tours, et le
deuxième s'appellera le "Groupe 1" et il
aura pour mission de reconnaître le terrain
quelque temps avant le début des opérations
et de servir d'appui et de défense.

On aura 2 véhicules, 1 Fiat 600 ou quel-
que chose de semblable et 1 Fiat 125 ou
quelque chose de semblable. Le Groupe 1
prendra place dans le premier, et le Groupe
2 dans le deuxième.

Groupe 1: les camarades s'identifieront avec
le nom de Opérateur 1 à 4. Chacun portera
une mitraillette.

Groupe 2: les camarades s'identifieront avec
le nom d'Opérateur 5 à 9. Chacun portera une

L'Agence France-Presse a repris la "nouvelle" et l'a diffusée dans le monde entier. Plusieurs
journaux, de bonne foi, dont **Le Devoir** du 24 décembre et **Le Monde** du 25 décembre ont publié la
dépêche:

LE DEVOIR

D'autre part, cinq membres d'un com-
mando appartenant à une organisation
clandestine en lutte avec la junte mili-
taire chilienne ont été tués vendredi soir
à Santiago au cours d'un accrochage
avec la troupe, a annoncé samedi la ra-
dio chilienne "Balmaceda".

Deux soldats ont été légèrement ble-
sés au cours de cet accrochage. Selon
la radio — citant des informations de
source militaire — les cinq membres
du commando ont été surpris par les
forces de l'ordre, alors qu'ils s'appre-
taient à faire sauter une tour soutenant
des câbles électriques à haute tension.

C'est la première fois, depuis la fin
du mois de septembre, que les autorités
militaires reconnaissent qu'un accroche-
age a opposé dans la capitale la troupe
et des groupes armés hostiles à la junte
militaire qui a renversé le président.

... LE MONDE

Les autorités militaires ont
annoncé qu'un affrontement
armé s'était produit la nuit pré-
cédente et que cinq « extrémis-
tes » avaient été tués alors qu'ils
s'appretaient à faire sauter un
pylône pour priver la capitale et
Valparaíso d'électricité. Selon la
même source, ils étaient armés
de fusils soviétiques Aka, de re-
volvers et d'une grande quantité
d'explosifs.

Le communiqué révèle que les
adversaires du régime se réorga-
nisent, commettent des attentats
— non précisés — et s'entraînent
dans des écoles de guérilla. Il
confirme aussi les rumeurs qui
circulent depuis plusieurs se-
maines. Des groupes armés se
seraient réfugiés dans le Sud sur
les pentes de la cordillère des

LA VERITE EST TOUT AUTRE

Le plan LEOPARDO est une invention grossière et farfelue. Un organisme religieux qui s'occupe d'aider les milliers
de personnes emprisonnées par la Junte a démenti cette affaire, mais sans que ça puisse être diffusé au Chili, évidem-
ment: en effet, la Junte avait fourni à l'organisme en question, **avant ledit attentat**, une liste de prisonniers politiques
parmi lesquels figuraient précisément les 5 hommes du supposé commando terroriste...

Par ailleurs les 5 hommes en question avaient tous été arrêtés dans une même "población", et, le jour de l'"attentat",
ils ont été emmenés dans un camion frigorifique vers une destination inconnue. Rendus à la "destination inconnue" en
question, ils ont été froidement abattus par les militaires. Ensuite, pour dissimuler quand même un meurtre aussi sau-
vage, ils ont inventé l'histoire de l'attentat, le plan LEOPARDO les photocopies "authentiques", etc.

Comme pour les fameuses "tentatives de fuite", prudence, donc, quand la Junte s'empresse de faire de la publicité
à la Résistance!

Extraits de "La Tercera" du 10 février 1974

"Résumé: Un des concepts les plus débattus actuellement est celui de participation. Quand on en parle, on fait en général référence à la participation à la gestion économique, propriété ou direction de l'usine, laissant de côté sa forme la plus naturelle et logique qui est d'avoir la liberté d'action pour réaliser efficacement le devoir de chacun."

"La participation au travail se définit comme une attitude mentale, un accord pour contribuer à atteindre les objectifs fixés, estimant qu'elle constitue un bon moyen d'obtenir harmonie sociale et efficacité dans l'organisation."

Son principal avantage est qu'elle permet d'obtenir la contribution la plus valable qu'une personne puisse apporter: la créativité, qui transforme le travailleur en un collaborateur conscient et auto-responsable.

Mais la participation n'est pas toujours possible ni recommandée: si la situation est à l'urgence, il n'y a pas assez de temps; on a alors besoin d'une direction centralisée, arbitraire; les participants doivent avoir l'habileté, l'intelligence et les connaissances nécessaires pour pouvoir collaborer efficacement, et encore plus: avoir une attitude et un désir d'atteindre l'objectif en commun et ne pas rechercher seulement des avantages personnels ou des buts opposés à ceux de l'organisation.

Conclusion: Nous considérons que la participation (comme les crises) constitue autant un défi qu'une chance. Un défi à notre volonté, notre capacité de lutte, notre esprit créateur et notre persévérance. Une chance pour démontrer ce qu'on est capable d'atteindre. A l'heure de rénovation que vit notre patrie on a besoin d'une participation large, généreuse et effective de tous ses enfants puisque c'est une grande tâche que nous seuls pouvons et devons réaliser.

Acceptons donc cette chance et ce défi et mettons-nous au travail de manière décidée, efficace et responsable pour la grandeur du Chili et pour aider ainsi à la grande tâche de restauration nationale commencée par l'Honorable Junte de Gouvernement".

LA JUNTE ET LES TRAVAILLEURS OU LA PARTICIPATION PSYCHOLOGIQUE

De même qu'elle a exprimé ses grands principes en matière d'éducation et d'information, la Junte commence à faire connaître sa conception des rapports ouvriers-patrons et ouvriers-état. Ces rapports se résument en une formule simple: "la participation des travailleurs". Que faut-il comprendre par là? Les seuls journaux autorisés à paraître aujourd'hui au Chili publient une série d'articles sur ce sujet. L'article de "La Tercera" du 10-02-74 dont nous publions ci-contre un extrait, est un exemple du genre et il va nous éclairer.

Une affaire de psychologie...

Ce qui frappe surtout c'est que l'article se donne des allures scientifiques. On y cite de grands auteurs "économistes" et "psycho-sociologues", tous nord-américains. Avec des formules creuses du genre: "La participation est la base fondamentale de toutes les relations sociales" ou des citations aussi à propos que: "(la participation) c'est en définitive le principe qui soutient notre société démocratique", on va persuader le lecteur que la participation, c'est avant tout une affaire de PSYCHOLOGIE.

Pas besoin de penser à participer aux prises de décisions, cogestion, autogestion, ou autres affaires de même quand on sait que: "les gens prennent intérêt à leur travail... quand il leur permet de satisfaire leurs principales nécessités psychologiques, de se dépasser, de démontrer ce qu'ils sont capables de faire par eux-mêmes". Il ne faudrait pas quand même non plus qu'ils se sentent trop capables ou qu'ils pensent trop, car: "la participation n'est pas recommandée quand influent des facteurs étrangers au travail comme ceux de caractère politique ou idéologique; elle peut devenir très préjudiciable". La participation est donc aussi APOLITIQUE.

Enfin, cette "attitude mentale" doit évoluer dans "une ambiance de relations humaines de communication et de confiance mutuelle" et là: "c'est une responsabilité de la direction, mettant ainsi en valeur l'importance du contremaître" (!).. La confiance mutuelle, c'est en définitive faire confiance au patron et... à l'Etat.

UNE IDEOLOGIE BIEN CONNUE

Ne nous y trompons pas: sous des slogans et des

citations aussi simplistes que ceux qu'on vient de lire, c'est toute l'idéologie de la droite qui transparaît. Cette idéologie qui appelle à la "participation effective" du travailleur patriote, est la même qui dit pouvoir se passer des syndicats et prêche les liens directs entre les travailleurs et l'Etat. Tous fils de la **Patrie** on est membres d'une même grande famille, il n'y a aucune différence entre nous, ni de classes (voyons donc! c'est affreux ces mots-là) ni d'autre chose. Il n'y a pas besoin de partis qui ne font que diviser les gens inutilement. C'est très simple: on est tous frères et on "participe".

Cette idéologie, le Chili la pratique en ce moment sous sa forme la plus extrême que l'on appelle fascisme. Il se range ainsi aux côtés de l'Espagne, du Portugal, du Brésil, de la Grèce... et la liste est longue. Rappelons que la Junta a interdit toute élection (ça c'est participer!) et maintient l'interdiction des partis (ceux de droite, car ceux de gauche eux, ont été déclarés hors-la-loi); elle crée des syndicats bidons, et elle pratique une censure de presse sévère... etc.

Une autre idée de la participation

Si les travailleurs du Chili sont aujourd'hui persécutés, c'est qu'ils ont justement eu une autre idée de la participation et qu'ils l'ont mise en pratique. Sans même parler des élections démocratiques qui avaient lieu à tous les niveaux, sous l'Unité populaire la participation à la gestion des entreprises a été quelque chose de réel dans bien des cas. Sous l'Unité Populaire, être un ouvrier syndiqué c'était déjà participer, dans la mesure où le syndicat défendait les intérêts communs à tous les travailleurs. Et quand, sous l'Unité Populaire, les ouvriers avaient des initiatives qui dépassaient celles de leur Centrale syn-

dicale (qui ne pouvait pourtant pas être taxée de collusion avec la bourgeoisie) en occupant des usines, des terres, des terrains d'habitation, en créant par "eux-mêmes" leurs propres organisations au niveau des banlieues d'habitation, des usines, etc. ils participaient tellement qu'ils commençaient à prendre réellement le pouvoir. Les "attitudes mentales" venaient d'elles-mêmes... après, (il s'agit de savoir par où on veut commencer: la participation "psychologique" ou l'autre, la vraie).

En fait quand on parle de participation il faut voir les intérêts de qui elle sert, de ceux qui la demandent ou de ceux qui la font? L'Etat des patrons ou les travailleurs?

Cette idéologie de droite apparaît aussi sous une forme plus camouflée et là, on n'a pas besoin de regarder bien loin. Il n'y a qu'à voir ce que sont les syndicats US, ce qu'ils ont été ici au Québec. Il n'y a qu'à écouter les professions de foi des Bourassa et autres cournoyers (on va sûrement entendre les mots de "participation" à côté des lois anti-grèves et autres Bill 89). Il n'y a qu'à lire les éditoriaux très "démocrates-objectifs" des C. Ryan sur le rôle que devraient jouer les syndicats, et autres niaiseries. Ce sont les mêmes principes et la même fausse participation. Et comme il ne faut pas se contenter de regarder et écouter, il faut aussi se poser le vrai problème de la participation ou encore s'interroger sur le rôle des syndicats québécois actuels qui restent un des rares lieux d'une possible **participation**; actuellement ils sont en effet devenus autre chose que les syndicats de boutique qu'ils étaient (défendant les intérêts des patrons plus que des travailleurs). Sont-ils pour autant devenus des syndicats de combat? etc.



(De notre correspondant à Santiago)

L'ambassade du Canada continue d'être littéralement assiégée par les postulants chiliens à l'immigration. Et cela, même si maintenant les préliminaires se font par courrier (demande d'un formulaire, envoi du formulaire rempli, réponse de l'ambassade et citation à une entrevue s'il y a lieu). Tout cela se fait par lettre. Donc les personnes qui envahissent quotidiennement les bureaux de notre légation (à peu près 100 par jour, m'a-t-on dit) ont déjà été "victimes" d'une pré-sélection à travers des formulaires. Alors on peut calculer...

Autrefois, jadis, dans le temps où le personnel si aimable, distribuait les formulaires à qui mieux mieux en les pitchant par la tête aux plus aventureux qui avaient réussi à se frayer un chemin de l'ascenseur à la petite table que l'on avait installée à cet effet, bloquant l'entrée à la réception, à travers la marée humaine qui grouillait d'impatience et mijotait dans la sueur, dans ce temps, dis-je, on a déjà compté jusqu'à 2000 personnes en une journée. (Source: fonctionnaire de l'Ambassade). C'était une véritable frénésie...

Le personnel ici se plaint de l'avalanche de demandes, et de la difficulté de distinguer entre ceux qui ont vraiment besoin de partir et ceux qui veulent tout simplement améliorer leurs conditions économiques. Il a été suggéré que l'ambassade prenne contact avec N... qui travaille sur un comité oecuménique qui s'est chargé de recueillir, sous le secret professionnel, les plaintes, réclames et témoignages des gens qui ont eu à subir les

DES MILLIERS DE CHILIENS VEULENT ÉMIGRER AU CANADA

OTTAWA (CP) — Parmi les centaines de réfugiés chiliens voulant émigrer au Canada, la Gendarmerie Royale en a décelé 45 qu'elle juge indésirables au point de vue sécurité, a déclaré hier le solliciteur général, M. Warren Allmand.

En tenant compte des dépendants, ce sont en tout 125 personnes qui ne peuvent venir au Canada et doivent tenter d'émigrer dans d'autres pays.

M. Allmand a précisé que la Gendarmerie ne compte pas sur les autorités de la junte militaire du Chili pour obtenir des renseignements sur des particuliers. Mais elle communique avec des agences de certains pays, comme les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France.

→ CIA!

pas consulté la personne mentionnée.

De plus, après deux entrevues personnelles avec les personnes il est facile de se rendre compte si elles bluffent ou non, s'il s'agit de profiteurs ou non. Au fond, le manque de critère de nos représentants ne provient pas de l'ignorance mais plutôt d'une mauvaise foi systématique que le gouvernement parvient mal à dissimuler avec ses accords de la Canadair, ses envois de blé, ses crédits, etc.

Un autre fait intéressant au sujet des postulants à l'Immigration, c'est qu'on leur fait tous subir un interrogatoire politique en règle (c'est la deuxième entrevue). Les questions sont dans le genre: AP-PARTENIEZ-VOUS A UNE ORGANISATION OU PARTI POLITIQUE? LEQUEL? DURANT COMBIEN DE TEMPS? VOUS CONSIDEREZ-VOUS COMME MARXISTE? OU DE GAUCHE? COMMENT PENSEZ-VOUS QUE LE CHANGEMENT DEVRAIT SE PRODUIRE A L'INTERIEUR DE LA SOCIETE, LENTEMENT OU BRUSQUEMENT? ETC. ETC.

Si on s'intéresse au passé politique de la personne, ce n'est pas dans le but de l'aider à échapper aux tentacules du monstre...

Il doit y avoir au moins 3 ou 4 gars de la RCMP dans les parages. Blonds, grands, costauds, cheveux courts, cravates larges à rayures, chemises de couleur, pantalons à la mode, ils doivent se pencher pour entrer dans les ascenseurs, se tiennent ensemble, parlent anglais bien fort, sans manifester la moindre trace de compréhension de l'idiome des "natives". Il n'y a pas à s'y tromper, n'est-ce pas?

séances du nouveau régime (qui ont été emprisonnés, torturés, ou qui ont un parent disparu, mort, torturé, emprisonné; qui ont été renvoyés de leur travail pour raisons politiques, etc.). L'ambassade n'a évidemment



Changements

dans l'économie:

nous allons combattre l'inflation et si elle oppose de la résistance... nous la faisons fusiller!

Changements à l'Université:

il y aura des changements dans les programmes d'études... au lieu d'étudier la Grèce Antique, on étudiera la Grèce Actuelle!

RÉPRESSION PHYSIQUE ET ÉCONOMIQUE

(De notre correspondant à Santiago)

Les commissions internationales ne s'intéressent plus guère au Chili depuis quelque temps. L'Honorable Junte militaire crie sur tous les toits que tout est rentré dans l'ordre, que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes au Chili. **Rien de plus faux.** Continuent les arrestations, tortures, interrogatoires; continuent à fleurir et progresser les camps de concentration (Chacabuco, Pisagua, Isla Quiriquina, Dawson). Les chiffres que nous possédons - et que l'on peut estimer "conservateurs" - indiquent qu'il y a 18,000 détenus en ce moment au Chili dans les divers camps, prisons, hôpitaux et autres lieux de détention. Qu'il y aurait à peu près 500 cas de personnes "disparues", c'est-à-dire qui n'apparaissent pas sur la liste du Secrétariat Général des Détenus (car la chose est maintenant tout normalement passée à former une espèce de Ministère de la Répression... sans que personne ne puisse s'indigner et dans l'indifférence totale des bourgeois réactionnaires) et qui sont disparues de l'horizon de leur famille. Ces chiffres indiquent en outre que 70% des personnes qui ont été détenues ont subi des tortures. Que continue, sournoise mais non moins implacable, la répression économique

qui constitue de fait l'essence même, l'origine, la cause et la justification de ce régime capitaliste corporatiste néo-fasciste.

Les prix des aliments (huile, riz, lait, sucre, pain) ont encore augmenté en janvier de 3 à 4 fois ce qu'ils étaient en octobre-novembre. Les cigarettes, le 1er janvier, coûtaient 60 escudos: elles en coûtent maintenant 170, 180, 190. Le pain coûtait encore 4 escudos le kilo avant le 11 septembre, maintenant il en coûte 40; l'essence, à 3 escudos le litre avant le 11 septembre, a monté à 35 escudos en octobre, et à 65 maintenant. Et la liste s'allonge.

Cependant les salaires ont été réajustés, c'est un fait. Par rapport aux salaires de janvier 1973, ils se trouvent à avoir été augmentés de 500% (5 fois); mais le coût de la vie, lui, pendant la même période, a augmenté d'à peu près 1000% (10 fois). Ce qui veut dire que le salaire réel (le pouvoir d'achat) des ouvriers et autres salariés est maintenant la moitié de ce qu'il était il y a un an... Et encore il faut voir que ce calcul est optimiste: quand on calcule l'augmentation du coût de la vie, on fait la moyenne des prix d'une foule de choses, les unes de première nécessité, les autres non, alors que ce sont justement les **articles de première nécessité qui ont augmenté le plus**, bien au-delà de 1000%.

DÉPÊCHES DE PRENSA LATINA

Le chômage devient alarmant

Depuis le coup d'Etat militaire du 11 septembre dernier, près de trente mille salariés ont perdu leur emploi au Chili, de même que leurs droits syndicaux et leurs bénéfices sociaux. Dans tous les cas, les motifs de licenciement ont été le fait d'avoir été militant d'un parti de gauche, ou bien l'exercice d'une fonction de responsabilité durant le gouvernement de l'Unité Populaire. D'après des informations fournies par les exilés chiliens, environ 29.000 personnes ont perdu leur emploi et leurs bénéfices sociaux et ne peuvent virtuellement réaliser aucun travail rémunéré. Il s'agit là des chômeurs forcés par la persécution politique, s'ajoutant au chômage général qui a triplé en cinq mois pour des raisons de détérioration économique.

Dévaluation et investissements étrangers

La junte militaire chilienne a décrété le 22 février la septième dévaluation de l'escudo en l'espace de cinq mois, ce qui signifie de nouvelles hausses de prix dans un pays qui détient actuellement le record mondial de l'inflation. La Banque centrale, dirigée par un général, a informé que le dollar, après avoir été porté à 405 escudos le 31 janvier dernier, vaut maintenant 450 escudos pour les transactions commerciales avec l'étranger. La Banque centrale a aussi informé qu'elle avait modifié la loi sur les changes pour attirer les investissements étrangers, en leur garantissant la sortie de leurs capitaux ou de leurs revenus. Le président de la Banque, le général Eduardo Cano, a indiqué que les investisseurs étrangers sont assurés que la Banque centrale leur fournira les devises nécessaires pour réexporter leurs capitaux et leurs bénéfices aux conditions préalablement accordées.

Hortensia Bussi à l'ONU

Devant la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, Hortensia Bussi, veuve du président Allende, a déclaré que les droits humains n'existent plus au Chili. Devant une salle de conférence pleine à craquer, le 27 février, elle a demandé l'intervention rapide des organismes internationaux. Elle a aussi rappelé les dernières paroles d'Allende depuis son poste de président: "Je crois au Chili et à son destin. D'autres hommes vaincront ces moments gris et amers où la trahison prétend s'imposer... sachez que, tôt ou tard, s'ouvriront les grandes avenues par où passera l'homme libre pour construire une société meilleure."

Disparition de deux ex-ministres

La révolutionnaire chilienne Beatriz Allende a dénoncé la disparition des ex-ministres de l'Unité Populaire, Clodomiro Almeyda et Jose Toha (ce dernier étant immobilisé sur un fauteuil roulant) et elle a précisé qu'elle a reçu cette information par les canaux de la résistance chilienne. Almeyda et Toha ont été torturés par le régime fasciste, et leurs parents et amis ignorent où ils sont depuis cinq jours. Beatriz Allende a fait cette déclaration le 2 mars, à son arrivée à Caracas (Venezuela) pour participer à une journée internationale de solidarité avec le Chili.

Nouveaux détails du dernier combat d'Allende

La télévision cubaine a révélé de nouveaux témoignages et des détails inédits sur la défense héroïque du palais

de la Moneda pendant le coup d'Etat du 11 septembre. Le programme spécial a été retransmis à l'occasion de la publication, le 17 février, du livre "Grandes alamedas, el combate del presidente Allende", du journaliste Jorge Timossi, ancien correspondant en chef de Prensa Latina au Chili. Selon des membres de la garde personnelle du président, la première mesure d'Allende, le 11 septembre, a été de prendre le commandement militaire de la Moneda. "Ce qui nous encourageait le plus à combattre, c'était de le voir, malgré son âge (65 ans) se déplacer au ras du sol pour rectifier la position des camarades qui combattaient et pour leur indiquer le secteur contre lequel il fallait centrer le tir. En plus d'être le camarade président, il était alors un combattant de plus, un travailleurs de plus, comme nous".

Divergences entre la Junte et les démocrates-chrétiens

Le 18 janvier dernier, le Parti démocrate-chrétien a envoyé une lettre au chef de la Junte, le général Pinochet dans laquelle il protestait au sujet de la "campagne systématique et malveillante contre les démocrates-chrétiens", mise en pratique par le régime militaire. Dans cette lettre, le PDC dit que c'était une erreur d'imposer "l'inactivité absolue des secteurs démocratiques" (de droite) décrétée par la Junte car cela "facilitait l'action clandestine des groupes marxistes". La réponse de Pinochet - qualifiée de "têtue" par le PDC - fut un simple accusé de réception. L'aggravation des divergences entre la Junte et la démocratie-chrétienne a été mise en évidence avec la décision du PDC de fermer son propre journal, "La Prensa", expliquant "qu'il n'est pas nécessaire de maintenir des publications dans un régime où toute l'activité politique a été bloquée."

Contradictions au sein des forces armées

Le procès auquel vont être soumis une trentaine d'officiers des forces aériennes accusés de haute trahison vient mettre en évidence les contradictions croissantes au sein des forces armées chiliennes. Deux généraux et un colonel font partie de ce groupe qui sera jugé par un conseil de guerre à partir du 3 avril prochain. Les militaires sont accusés d'avoir tenu des réunions avec des dirigeants du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire).

Dans la déclaration unitaire UP-MIR divulguée à Paris le 12 février, on signale que "au sein des forces armées elles-mêmes, il y a des soldats, des sous-officiers et même des officiers qui prennent conscience du rôle criminel que les fascistes exigent d'eux. Peu à peu, un grand nombre d'entre eux se joindront à la tâche patriotique et nationale de combattre le fascisme. Tous ceux qui font état de cette conscience démocratique et populaire et qui ne se sont pas souillés dans le bain de sang bestial ont leur place dans le mouvement antifasciste."

\$1.5 million à Anaconda

La junte a payé jusqu'à présent \$1.500.000.00 (dollars) à l'Anaconda Copper Co. en compensation pour la nationalisation de ses propriétés au Chili, en 1971, sous le gouvernement d'Unité Populaire. C'est là le premier résultat des conversations tenues entre des représentants de la Junte et de l'entreprise américaine au début de février.

LE CANADA EST-IL PRÉSENT AU CHILI?

Pendant en effet que l'ancien administrateur de la Brascan, et toujours secrétaire d'Etat à ce qu'il nous reste d'Affaires extérieures, M. Mitchell Sharp, demandait à Washington la permission de ven-

(J.-Cl. Leclerc, *Le Devoir*, 9 mars 74, p. 4)

Les Compagnies "canadiennes" suivantes ont des intérêts directs au Chili:

Acres International
Atlas Exploration Ltd.
(Cima Mines de Chile)
Atlas Steel
(Div. of Rio Alameda)
Andacollo Mining Co.
(Compania Minera de
San Felipe)
Bayer Foreign Investments Ltd.
Canadian Coleman
Bata Shoes
B.C. Packers Ltd.
(Sociedad Pesquera
Almar Norte)
Canadian Javelin Ltd.
(Inter-American Mineral
Corporation)
CFair
Chavern Poultry Farm
Noranda Mines
(Chile-Canadian Mines)
MK Investments
Ontario Paper Co. Ltd.
(Industrias Forestales)
Petro & Packers Ltd.



(Reproduit de *Chile Solidarity* no 2, janvier 74, Vancouver)

BULLETINS DE SOLIDARITE QUE NOUS RECEVONS

(échange de publications)

Résistance-Chili (Québec)
Agence chilienne de contre-information
Chile Canada Solidarity Newsletter (Toronto)
Chile Fights * Chile lucha (Angleterre)
The Chile Monitor (Angleterre)
Chili Nouveau (France)
S.E.U.L. (Belgique)
Chile en la Resistencia (Mexique)
Chile Bulletin (Suède)
Resistencia (Argentine)
Chile Democrático (Italie)
Noticias de Chile (Suède)
Chile Newsletter (USA, NICH)
Chile Solidarity (Vancouver)
Canadians for Democracy in Chile (Vancouver)
Bulletin der Chile Solidaritätsfront (Autriche)
USLA Reporter (USA)
Bulletin de liaison des Comités étudiants (Montréal)

LIVRES RECUS

Alain Touraine. **Vie et mort du Chili populaire. Juillet/septembre 1973.** Editions du Seuil 284 pages.

Armando Uribe. **Le livre noir de l'intervention américaine au Chili.** Editions du Seuil 224 pages.

Gonzalo Arroyo. **Le Coup d'état au Chili.** Editions du Cerf, 104 pages.

Jorge Timossi. **Grandes alemedas. El combate del Presidente Allende.** Instituto cubano del libro.

Numéro 1-2 de **Politique aujourd'hui, janvier-février 1974, 144 pages.**

CE BULLETIN DOIT-IL CONTINUER À PARAÎTRE?

Le Bulletin CHILI-QUEBEC INFORMATIONS est une publication mensuelle (exceptionnellement, aux deux mois: numéro double) qui s'adresse aux Québécois que le sort du peuple chilien ne laisse pas indifférents.

Mais il nous est impossible de continuer à expédier ce bulletin à des milliers d'adresses, gratuitement.

Les Comités de solidarité, au Québec et à l'étranger, vont continuer à le recevoir gratuitement, mais nous demandons aux individus et aux institutions de verser une contribution: il faut que ce bulletin s'autofinance.

Si vous voyez l'utilité d'un tel bulletin, posez un geste simple de solidarité: abonnez-vous et trouvez-nous des abonnés (nous avons besoin, rapidement, d'au moins 1000 abonnés).

Ou encore, soyez militant: commandez un "abonnement" de 10 exemplaires ou plus et chargez-vous d'en faire la distribution dans votre milieu de travail.

☐ Je ne suis pas intéressé à recevoir le bulletin

☐ Je désire recevoir CHILI-QUEBEC INFORMATIONS pour l'année 1974 (contribution régulière: \$5.00; contribution de solidarité: \$10.00 et plus).

Chaque mois, envoyez-moi _____ exemplaires du bulletin.

Nom:

Adresse:

Téléphone:

Je désire recevoir ☐ exemplaires supplémentaires du numéro 4-5, à \$0.50 l'unité
☐ exemplaires du numéro 3, à \$0.25 l'unité

Ci-inclus mon chèque au montant de \$ _____, fait à l'ordre du Comité de Solidarité Québec-Chili.

(Expédiez ce coupon à "Chili-Québec Informations", C.P. 672, Outremont, H2V 4N6)



NILONNE ET L'ENFANT-DE-pinoCHIENNE

FETE DE SOLIDARITE QUEBEC-CHILI



CENTRE SPORTIF
UNIVERSITE DE MONTREAL
sam. le 6 avril • 8.00

BILLETS EN VENTE AU COMITE DE SOLIDARITE QUEBEC-CHILI, 356, RUE
ONTARIO EST, 842-8459 ET AU CENTRE SOCIAL DE L'U. DE MONTREAL 733-
5393